

ANNEXE PRÉSENTATION DU PROJET (5 pages)

Porteuses : Pinar Selek (MCF Sc Po) et Swanie Potot (CR CNRS), Laboratoire URMIS.

Membres du projet : Yvan Gastaut (MCF Histoire-STAPS, URMIS), Luca Giliberti (Doctorant Sociologie co-tutelle UCA-Université de Gênes), Yanis Oussalem (Post-doc géo URMIS), Daniela Trucco (ATER ScPo, ERMES), Cecilia Vergnano (Université de Barcelone, GRECS - Grup de Recerca sobre Exclusió i Control Social).

Etudiants de master de science politique et de sociologie.

Titre : Les Alpes-Maritimes, nouveau laboratoire des migrations

L'objectif de ce projet de recherche est de créer un observatoire des migrations dans les Alpes-Maritimes. Pour ce faire, on entend fédérer une petite équipe de recherche interdisciplinaire (sociologie, science politique, histoire, géographie, anthropologie) autour de la question migratoire à Nice et plus largement dans le département. En effet, si les migrations constituent une thématique étudiée de longue date à l'UNS (URMIS, CMMC, axe 3 de la MSH, etc.), la situation locale est rarement au cœur de ces travaux quand il s'agit de l'époque contemporaine. Or, au cours de ces dernières années, les redéfinitions de l'espace migratoire à l'échelle européenne ont fait des Alpes-Maritimes un pôle migratoire de premier plan tant par le volume de migrants concernés que par l'enjeu politico-médiatique qu'ils représentent. Mais si ce qui est souvent appelé « la crise des migrants » a fait l'objet de nombreuses recherches de sciences sociales à Calais, Lampedusa ou Paris, celle-ci est encore marginalement abordée avec la distance scientifique qu'il convient, dans le contexte niçois.

Au cours des derniers mois, plusieurs collègues français et étrangers, ainsi que des journalistes, ont contacté certains d'entre nous pour connaître notre analyse de la situation et les aider dans leurs enquêtes. Si plusieurs chercheurs de l'UNS ont commencé à traiter ce sujet, le manque de collaboration entre nous ne nous a pas permis d'offrir de réponse collective et structurée à ces demandes. L'équipe de recherche interdisciplinaire que nous proposons de constituer permettrait de palier ce manque, de pousser plus avant nos enquêtes dans le département, d'ouvrir un espace de coordination et collaboration pour des chercheurs locaux ou venus de plus loin et de donner une visibilité à ces travaux. Sans s'enfermer dans un localisme réducteur, il s'agirait de faire valoir les compétences de l'UNS dans l'analyse des enjeux au cœur du territoire dans lequel elle est implantée.

La structuration de cette équipe de recherche constituera une première étape. Au cours de l'année 2018, nous chercherons à étoffer l'équipe d'une part au sein de l'UNS et d'autre part parmi les collègues des institutions membres de l'UCA que nous connaissons moins pour l'instant (certaines opportunités de collaboration semblent notamment s'ouvrir avec la Villa Arson). Cela nous permettra de répondre aux appels d'offre de l'UCA et de renforcer la petite équipe initiale.

Parallèlement, nous estimons que fin 2018 (ou en 2019), nos premiers résultats nous permettront d'ouvrir une dimension comparative et de collaborer avec des collègues qui travaillent sur des situations analogues en France (Calais, Paris), en Europe (Lampedusa, Grèce) voire au-delà (frontière Mexico-Etats-unienne) pour répondre collectivement à un appel à projet de l'ANR (ou européen si nous parvenons à rassembler les forces pour ce faire).

Les différents volets du projet :

1. Tableau général de la situation migratoire actuelle

Une démarche de type sociographique *in situ* et contextualisée actualisera nos connaissances concernant les migrations actuelles dans les Alpes-Maritimes. Si les arrivées récentes par l'Italie constitueront un objet de recherche, nous n'oublierons pas les autres populations et espaces qui caractérisent la situation migratoire contemporaine dans le département : migrations

récentes de personnes issues du Maghreb, notamment la « vague » de Tunisiens de 2011, arrivées plus ou moins régulières de réfugiés Tchétchènes depuis une dizaine d'années, présence de ressortissants d'Europe de l'Est, notamment Roms, etc¹. Une série d'entretiens auprès de la population locale, des migrants, des associations, et des responsables institutionnels sera effectuée sur place de façon à dessiner un tableau général de la situation migratoire à l'échelle locale et de dresser une cartographie. Cette approche descriptive s'appuie sur le repérage des espaces de passage ou de fixation des migrants et l'analyse de leurs usages, selon l'histoire des individus, leur expérience de la mobilité, leur insertion dans le tissu social et économique local, leur projet migratoire et de fixation. On s'intéressera tant à l'aspect juridique de leur situation qu'aux modes d'occupation des territoires et à leur présence auprès des populations sédentaires.

La cartographie envisagée s'appuiera sur des bases de données issues des entretiens et des récits de vie, intégrées au Système d'Information Géographique. Elle permettra de dresser un inventaire des mobilités migratoires et de leurs ancrages géographiques au regard de leur contexte socio-économique et démographique. Une approche en focus sera essentielle pour mettre en perspective les différentes échelles de lecture d'un phénomène multi-situé : au niveau international, national et local.

2. Femmes migrantes et frontières

Dans le contexte actuel, la moitié des migrant·e·s sont des femmes (48,6 % en 2005, 51% en 2016)². Même si la notion de « féminisation » des migrations est apparue tardivement dans le champ scientifique, la migration féminine qui découle également des violences spécifiques, n'est ni récente, ni marginale. Depuis un peu plus de vingt ans, les recherches qui abordent la problématique des migrations dans une perspective de genre, en remettant en question l'image androcentrée des migrations, ont permis de mieux connaître les conditions de migration que les femmes affrontent, en montrant comment les migrations contribuent à la reproduction de la hiérarchie des sexes, et comment le genre influence les processus migratoires, en fonction de l'appartenance nationale, de l'âge, de la situation familiale et de la catégorie socioprofessionnelle³.

Une rapide observation dans les Alpes-Maritimes permet de remarquer que malgré les difficultés spécifiques auxquelles se confronte cette population migrante, elle n'est guère remarquée à l'échelle locale et ne constitue pas un « problème public ». Le souci de comprendre les causalités sociales de cette absence nous oblige à étudier le processus de construction de ce « problème public », à l'épreuve d'une perspective de genre. Comment les institutions publiques ainsi que les autres acteurs, notamment qui représentent la société civile, élaborent ce cas spécifique ? La prise en compte ou non de cette spécificité aurait sans doute des conséquences sociales différentes. Si les organisations féministes niçoises qui coopèrent avec d'autres sur le terrain sont parties prenantes dans la construction de ce problème et des politiques publiques, comment expliquer cette invisibilité ? Par les difficultés économiques, organisationnelles et politiques que rencontrent ces organisations elles-mêmes ? Ou bien ce

¹ Dans le cadre restreint de ce projet, nous n'avons pas l'intention d'aborder les mobilités liées au tourisme, à la villégiature, etc. Ce sont les migrations dites de « réfugiés » ou « économiques », entreprises en vue d'améliorer une situation jugée défavorable dans son pays d'origine, qui nous intéressent ici même si nous sommes conscients que cette dichotomie est tout à fait discutable.

² Organisation mondiale des migrations internationales.

³ Dahinden, Janine, et al. « Migrations : genre et frontières – frontières de genre », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 26, no. 1, 2007, pp. 4-14 ; Dahinden, Janine. « Christine Verschuur et Fenneke Reysoo (Éds) : Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 26, no. 1, 2007, pp. 120-124. Morokvasic Mirjana, « Femmes et genre dans l'étude des migrations : un regard retrospectif », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], 16 | 2008. Morokvasic, Mirjana ; Catarino Christine, « Une (in)visibilité multiforme », *Plein Droit*, no.75, 2007, pp. 27-30.

problème est-il relégué au second plan par les organisations féministes, par la marginalisation des réalités des immigrantes et par la priorité donnée à des revendications des femmes de la majorité ? Les études sur les mouvements féministes en Europe, aux Etats-Unis et Canada ont éclairé les pratiques d'exclusion des femmes migrantes par ces mouvements⁴, mais aussi l'émergence d'une nouvelle vision féministe qui insiste sur la capacité des migrantes d'être actrices à part entière. A la lumière de ces cas, que pouvons-nous observer en examinant les rapports entre les migrantes et le mouvement des femmes / des féministes à Nice ? Est-ce que ces rapports ont élargi les frontières des actions féministes, au niveau des revendications, actions, organisations et au niveau de l'espace ?

Nous étudierons donc les rôles complexes des différents acteurs pour comprendre les frontières qui rendent invisible la migration féminine à Nice ainsi que les conséquences sociales et politique de cette invisibilité. A partir d'une perspective dynamique, nous essayerons également de suivre les ouvertures éventuelles de ces frontières, dans le champ associatif et politique.

3. Histoire du temps présent

Les recherches historiques en matière d'immigration dans le département des Alpes-Maritimes ont été nourries par divers travaux menés au sein du département d'histoire de l'université de Nice, notamment sous la houlette des professeurs André Nouschi et Ralph Schor à partir de la fin des années soixante-dix jusqu'au début des années 2000. Avec d'autres, ils ont également incité dans leur sillage des étudiants à travailler sur ce sujet : l'histoire locale de l'immigration était privilégiée notamment en raison d'un accès rapide aux fonds d'archives pour les étudiants. Ouvrages, chapitres d'ouvrages, mémoires de maîtrise ou de DEA sont nombreux sur le sujet et archivés dans les bibliothèques universitaires ou dans les différentes bibliothèques ou fonds d'archives. La revue *Recherches Régionales* a publié un certain nombre de travaux sur le sujet, parfois avec des contributions concernant l'histoire médiévale ou moderne. Par ailleurs, les historiens du droit de l'université de Nice se sont également intéressés au sujet qui traite beaucoup des migrations italiennes ou du cosmopolitisme des élites. Toutefois, dans cet ensemble de publications, il existe une lacune importante : la période d'après 1945, concernant une histoire du temps présent des immigrations dans le département n'a guère été abordée. Ce manque met en relief un profond déséquilibre dans la connaissance historique. Il apparaît comme le reflet conscient ou inconscient de mise en invisibilité des flux récents venus d'Europe de l'Est, des Balkans, du Maghreb ou d'Afrique sub-saharienne. Dans le cadre de ce projet, il s'agira de réfléchir à diverses pistes de recherche pour écrire une histoire des migrations dans les Alpes-Maritimes depuis 1945.

4. La question des représentations et des images

Les Alpes-Maritimes est un territoire qui nourrit avec acuité un imaginaire des migrations à l'échelle nationale. Ce constat ne date pas d'aujourd'hui. Département traversé par une frontière qui a évolué à travers le temps, son image est celle de multiples recompositions identitaires. Au particularisme du Comté de Nice maintenu de manière réelle ou fantasmée avec des effets dans les discours et dans le paysage s'ajoute une division économique et culturelle entre montagne et littoral. Mais le département est aussi, en même temps, une terre de tourisme mondialisé passé des élites aristocratiques à un ensemble plus disparate et massif au fil du XXème siècle. Les Alpes Maritimes constituent également une frontière qui marque les esprits locaux, nationaux voire européens aujourd'hui comme hier. Un focus médiatique sur Menton et la Roya s'inscrit dans le temps. En outre l'immigration de travail est une donnée souvent peu mise en valeur et pourtant fondamentale dans la région niçoise. Ainsi l'image du territoire s'est bâtie sur un ensemble de discours voilant souvent une réalité plus complexe : à la Côte d'Azur terre des retraités ou encore terre d'individualisme et de racisme, s'ajoute des images d'un territoire

⁴ Riaño, Yvonne, et Nadia Baghdadi. « Je pensais que je pourrais avoir une relation plus égalitaire avec un Européen ». Le rôle du genre et des imaginaires géographiques dans la migration des femmes », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 26, no. 1, 2007, pp. 38-53.

de solidarité et de militantisme qu'il conviendra, au delà des mouvements actuels, de replacer dans une épaisseur historique notamment à travers le poids historique du Parti communiste. Plus généralement, une étude sur les évolutions des images médiatiques du département dans son rapport aux « altérités » sera mise en œuvre.

5. Les transformations des espaces urbains et ruraux

Il s'agit dans ce volet d'enquêter sur le rapport entre mobilité/immobilité des personnes, d'un côté, et territoire et espace de l'autre, à partir du postulat selon lequel les migrations ont un impact sur l'espace urbain et sur l'espace rural des Alpes Maritimes. Cet impact implique à la fois la population migrante et la société locale des territoires en question, qui semble être divisée sur une question particulièrement complexe. Tandis que des formes de solidarité sont médiatisées, les dénonciations à la police pour aide illégale ou de migrants sont également fréquentes. Comment les migrants s'adaptent à / utilisent / transforment l'espace urbain et rural ? Comment les flux migratoires, et leur gouvernance, interviennent sur l'espace, au niveau des quartiers, des villes ou des vallées de l'arrière-pays ? La priorité qui prend la question dans le débat et dans l'agenda politique des Alpes-Maritimes -ainsi que dans les relations et dans les équilibres de cohabitation sociale- a comme conséquence une prise de position, presque obligée, de la part des habitants des lieux traversés. Comment la population urbaine et rurale répond-elle à la présence de migrants ? Quel impact sur leur vie leur imposent-ils ? La dichotomie urbaine-rurale semblerait être dans ce cas un domaine d'analyse intéressant, car la réponse dans les zones rurales n'est pas la même qu'en milieu urbain. Les réseaux de solidarité avec les migrants à Nice et dans la Vallée de la Roya -où la présence des neo-ruraux est particulièrement importante- sont dissemblables notamment du fait de modèles de socialisation différents. La transformation de l'espace prend des formes distinctes dans les villes et dans les campagnes, également parce que la présence de migrants à Nice ou dans les vallées de l'arrière-pays prend des formes différenciées, à partir de sa visibilité. Les migrants qui parviennent à demander l'asile en France et décident de rester postérieurement dans les espaces qui les ont accueillis ont un impact particulièrement important sur les milieux ruraux.

Ce volet fédère également des enquêtes portant sur les processus d'encampement et d'enfermement des personnes en mobilité, les pratiques d'habitat des populations immigrées, notamment en squat ou bidonvilles, les relations de voisinage, les phénomènes de ségrégation, d'ethnification ou racisation de l'espace, ou encore les processus d'interaction, de mixité, et de participation à la rénovation de l'espace urbain ou rural.

6. Les mobilisations collectives à l'échelle locale

L'objet de ce volet consistera à étudier le réseau d'acteurs non institutionnels qui interviennent auprès des divers migrants pour fournir des repas, des soins, un soutien juridique, un hébergement... Il s'agit d'une réalité labile et fluctuante, les acteurs d'un jour sont susceptibles de se défausser ou d'être mis à l'écart le lendemain, notamment parce qu'ils agissent en dehors de la loi, tandis que d'autres, liés à des organisations plus institutionnalisées, perdurent sur le long terme. Malgré d'importantes dissemblances dans les rapports au pouvoir, nombreuses sont les organisations qui coopèrent sur le terrain. La forme sociale de cette coopération est originale dans la mesure où elle repose sur des liens faibles, des ententes minimales et des coopérations précaires. Au-delà d'une simple typologie des intervenants et de leurs relations avec les autorités locales, ce sont les modalités de coordination de ces divers acteurs qui feront l'objet de l'analyse. Les valeurs, les arguments et les structures dans lesquels puisent les différents collectifs sont parfois très éloignés les uns des autres. Ainsi, certaines organisations libertaires internationales agissent en faveur de la libre circulation et contre le pouvoir jugé oppressif des Etats en Europe, tandis que le *Secours Catholique*, qui se tient à ses côtés lors de certaines actions de terrain, est une institution religieuse ancrée dans la tradition française et respectée des autorités. De leur côté, *Amnesty international* ou la *Ligue des droits de l'Homme* se mobilisent au nom d'un certain universalisme des droits, tandis que des associations

musulmanes apportent leur contribution au nom de la redistribution de la zakâte⁵. Plusieurs associations locales ne retiennent, elles, que la dimension humanitaire de l'aide fournie. A travers une série d'entretiens avec des représentants des ONG et associations, on examinera les *registres de légitimation* de leurs actions mis en avant par les militants de terrain.

On se demandera en quoi l'environnement local, notamment politique, influence ces actions et ces discours. Il s'agira également de comprendre la mesure dans laquelle le territoire spécifique des Alpes-Maritimes pousse ces divers acteurs à prendre des positions qui s'écartent de celles affichées par leurs associations au niveau national. C'est donc la complexité de cet espace militant que l'on entend analyser.

Parallèlement à un recueil de données *in situ*, on envisage une analyse systématique des pages Facebook des associations impliquées afin d'examiner les stratégies de communication ainsi que les liens entre les diverses ONG (par la re-publication et les commentaires notamment), dans le but de la confronter aux acquis de la sociologie des réseaux. Cet aspect bénéficiera du soutien du représentant d'Huma-Num à l'UNS qui a déjà été contacté à ce sujet et pourra à terme s'intégrer dans le cadre du développement des Humanités numériques mis en place par l'Académie 5 de l'Idex Jedi.

⁵ « Impôt » musulman à destination des nécessiteux.